

Après les présidentielles en France

Michel Husson, *Brasil de Fato*, 17 a 23 de maio de 2007

propos recueillis par João Alexandre Peschanski

Le bilan de la droite

Jacques Chirac a été élu avec 82 % des voix au second tour de l'élection présidentielle en 2002 où il était opposé au dirigeant d'extrême-droite Jean-Marie Le Pen. Ses gouvernements successifs ont mené une politique systématique de contre-réformes libérales qui ont entraîné une dégradation de la condition salariale sur trois points. La réforme des retraites (2003) a reculé l'âge de la retraite et conduit à un nouvel appauvrissement relatif des retraités. La réforme de la Sécurité sociale (2004) entraîne un nouveau recul de la prise en charge publique des dépenses de santé. Enfin, le marché du travail a été « flexibilisé » par toute une série de réformes visant à vider de son contenu la baisse à 35 heures de la durée du travail institué par le gouvernement Jospin (1997-2002), et un nouveau contrat de travail a été mis en place pour les petites entreprises de moins de 20 salariés.

La politique fiscale a consisté pour l'essentiel à baisser les impôts pour les plus riches et à nourrir le déficit budgétaire, de telle sorte que la dette publique a augmenté plus vite que le revenu national. Comme le gouvernement français s'est inscrit dans des orientations européennes restrictives (taux d'intérêt élevé, acceptation de fait de la baisse du dollar) il en a subi le contrecoup sous forme d'une croissance médiocre, inférieure à la moyenne européenne. Le bilan peut alors être résumé par la courbe du taux de chômage qui a augmenté durant la première moitié du quinquennat pour redescendre à peu près au niveau qui était le sien lors de l'arrivée de la droite au pouvoir.

Tout se passe donc comme si ce gouvernement était resté à mi-chemin de la réalisation d'un programme libéral. Il a marqué des points, mais n'a pas pu aller au bout de son projet. Et c'est l'un des grands paradoxes de cette élection : la droite gagne malgré le développement des mobilisations populaires. La réforme des retraites de 2003 a donné lieu à un mouvement de masse important ; en 2005, le projet libéral de constitution européenne a été nettement battu au referendum (55 % pour le non). Enfin, le CPE, un contrat de travail flexible applicable à tous les jeunes, a été retiré à l'issue d'une puissante mobilisation qui remportait ainsi une première et nette victoire. La situation politique et sociale avant les présidentielles était donc largement ouverte avec, d'un côté, une mobilisation sociale ascendante et, de l'autre, une orientation libérale à la croisée des chemins.

La trajectoire de Sarkozy

Le projet de Nicolas Sarkozy consiste à passer d'une stratégie de grignotage et d'encerclement à une offensive frontale et globale. En 1995, Sarkozy avait, contre Chirac, choisi de soutenir Balladur, un autre candidat de droite. Il était donc marginalisé et les douze années suivantes ont été consacrées à rétablir son hégémonie sur la droite. Il a repris la direction du parti de droite, l'UMP (Union pour un Mouvement Populaire), et a construit son identité politique comme ministre de la seconde présidence Chirac, entre 2002 et 2007. Il a réussi à participer au gouvernement tout en conservant son autonomie comme ministre de l'intérieur où il a pu se forger une image de droite moderne et autoritaire. Le dernier signal adressé à l'opinion a été une politique de reconduite aux frontières des sans papier qui risque de s'accroître, malgré un large mouvement de soutien, maintenant qu'il est devenu Président. L'une des clés de son succès est d'avoir réussi à récupérer une bonne partie de l'électorat d'extrême-droite. En 2002, les deux candidats d'extrême droite (Le Pen et Mégret) avaient obtenu 19 % des voix, et Le Pen est redescendu à 10 % en 2007. Ce résultat a été atteint en reprenant le thème de l'« identité nationale » et c'est pourquoi Sarkozy a pu être dénoncé comme fasciste par certains opposants. Mais ce n'est qu'une des facettes de Sarkozy.

Le programme de Sarkozy

C'est autour de la question sociale que l'on peut cerner le paradoxe de l'élection de Sarkozy après plusieurs années marquées par les mouvements sociaux et par la défaite de la droite à toutes les élections intermédiaires. Sur le plan économique et social, le programme de Sarkozy est en effet néfaste pour les travailleurs : il vise à remettre en cause la durée légale du travail, à instituer un contrat de travail précaire pour tous les salariés, à réduire à nouveau les budgets sociaux et les moyens des services publics. Mais cela est habillé d'un discours populiste vantant les mérites de la « valeur travail » incarnée par « ceux qui se lèvent tôt

pour aller travailler ». Sarkozy n'a cessé de dénoncer les politiques d'assistance en cherchant à monter les travailleurs à bas salaires contre les chômeurs, tout en revendiquant de plus grandes libertés pour les entreprises et en invoquant les valeurs traditionnelles de la droite : ordre, nation, reconnaissance du mérite. De ce point de vue, Sarkozy peut-être qualifié de néo-conservateur, à l'image d'un Bush sur lequel Sarkozy voudrait aligner la politique internationale de la France.

Normalement, ce discours hétéroclite (Sarkozy s'est plu à invoquer Jaurès et Blum, deux figures historiques du socialisme français) n'aurait pas dû faire oublier la continuité de son projet par rapport aux orientations libérales du précédent gouvernement, dont il était membre. Sa victoire s'explique surtout par les défaillances de la gauche. Sa composante radicale, anti-libérale et altermondialiste n'a pas réussi à se présenter de manière unie, et a souffert du « vote utile », autrement dit de la crainte de ne pas voir la gauche représentée au second tour, comme en 2002. Le Parti socialiste a choisi une orientation sociale-libérale, en la personne de Ségolène Royal qui, de surcroît, s'est laissée entraîner sur les thèmes nationalistes et répressifs choisis par Sarkozy. Et surtout, elle n'a pas mis en avant de propositions pouvant convaincre les travailleurs d'une possibilité de changement profond. Ce manque de clarté a donné lieu à un phénomène inédit, à savoir l'émergence de Bayrou, candidat du centre-droit, qui a obtenu 18,6 % des voix. Au second tour, le report à gauche de ces voix a été insuffisant.

Situation et perspectives

La crise des deux composantes de la gauche (anti-libérale et sociale-libérale) est profonde, et ne pourra être résorbée à court terme. Il est donc probable que les élections législatives de Juin donnent une large majorité de droite au Parlement. Dans ces conditions, on devrait assister à une offensive frontale sur plusieurs questions politiquement symboliques : droit de grève et régimes de retraite dans les services publics, nouvelle législation sur la durée du travail, et même peut-être avancée vers le nouveau contrat de travail précaire. Sarkozy pouvant difficilement se déjuger en ne respectant pas son calendrier, cette période va être un test du degré de résistance sociale. Si celle-ci est trop forte, le gouvernement peut revenir à la méthode des petits pas de Chirac. C'est donc la conjoncture sociale qui va définir les paramètres des inévitables recompositions à gauche. Avec seulement 2 % au premier tour, le PCF (Parti communiste français) doit choisir : soit devenir un satellite du PS, soit s'inscrire dans un processus de recomposition de la gauche radicale. Mais le PS va lui aussi être écartelé, après la défaite de sa candidate, entre ceux qui dénoncent l'insuffisant ancrage à gauche, et ceux qui au contraire défendent une stratégie d'alliance, voire de fusion, avec le nouveau parti centriste de Bayrou.

La clarté politique voudrait que cette recomposition permette de dégager deux positionnements au sein de la gauche : une gauche radicale regroupant l'extrême gauche, le PCF, les collectifs unitaires et une partie des Verts et du PS ; et une gauche sociale-libérale où se retrouveraient l'aile droite du PS et le centre-gauche, dont les options sont au fond assez voisines. Mais à cette logique s'opposent deux phénomènes institutionnels. Il y a d'abord le système électoral, qui favorise le bi-partisme et fait obstacle à l'émergence de courants politiques indépendants des deux grands partis. Et il y a ensuite le conservatisme des appareils politiques qui préfèrent s'accrocher aux positions acquises.

La situation politique française a été profondément bouleversée par les élections présidentielles et la plus grande incertitude pèse sur l'avenir. Tout va dépendre en fait de la dialectique entre le degré d'offensive du nouveau gouvernement et le degré de résistance des mouvements sociaux. Si la résistance est insuffisante, alors la France pourrait être durablement « normalisée » ; la domination économique et sociale du libéralisme s'accompagnerait d'une « américanisation » du système politique, dans un contexte de retour à l'ordre moral. Mais la France a l'avantage d'être un pays imprévisible, et le rejet accumulé face à la régression sociale pourrait resurgir plus vite que prévu par la droite. Un peu comme en 1995, où un profond mouvement social s'était développé six mois après la première élection de Chirac.